

COMMUNIQUE

Le pavé d'ATTALI sans la pépite de l'Enseignement Professionnel

Après le « *désir d'avenir* » de Ségolène ROYAL, Jacques ATTALI invite la France à « *partager une envie d'avenir* » (p.17) ...

Comme si l'avenir d'un individu ou d'une société était une friandise, un passe-temps, une effervescence de la *libido* !

Et pour cela, il nous invite à plonger tête la première dans le vaste marigot de la mondialisation.

Le rapport de la « **Commission pour la libération de la croissance française** », présidée par l'ancien conseiller de François MITTERRAND, présente donc 316 décisions à prendre très vite, constituant « *un plan global, non politique* » (p.19) qui permettra au pays de s'immerger dans « *la forte croissance mondiale actuelle et future* » (p.21). Le « *non politique* » fait présager que sont évacués de ce rapport la République*, la Démocratie, l'Etat-Nation, la Cité, et la Laïcité par-dessus le marché, toutes choses désuètes comme est « *devenu inadapté* » le modèle social « *hérité de l'après-guerre* » (p.14).

Bien entendu, la commission n'était en charge que de « *la libération de la croissance* ». C'est sans doute pourquoi il n'est jamais question du type de développement vers lequel conduira la croissance. La croissance est l'augmentation quantitative de la production des richesses, le développement est le changement qualitatif de la vie des producteurs dans toutes ses dimensions sociales : éducation, métier, logement, santé, loisir, culture. Le modèle social né après-guerre est le fruit du développement qui a accompagné la croissance liée à la reconstruction et aux Trente Glorieuses. **Aujourd'hui, il faut détruire les résultats du développement pour permettre la croissance !**

En effet, la 20^{ème} décision fondamentale (p.282) est très claire : « *la réduction des dépenses publiques ... est la condition pour relancer de manière durable la croissance* ». **Finis les services publics dont l'extension et le fonctionnement ont permis le développement des années 1950, 60, 70**, et accompagné le passage de la société française à l'ère de la civilisation post-industrielle ! Aujourd'hui, le désengagement de l'Etat, y compris dans ses formes territorialisées (la décision 19 fait disparaître le département, hérité de la

Révolution de 1789, avant 2020) est à l'ordre du jour impératif : tout doit rendre gorge – la sécurité sociale, la santé, le logement, la fonction publique, la formation professionnelle ...

Au fait, le rapport consacre son premier chapitre (p.29) au « *Savoir* ». A côté de quelques propositions intéressantes, comme le développement et l'amélioration de la prise en charge de la toute petite enfance (pp.31/32), il y en a d'autres qui sont scandaleuses ; ainsi « *l'Etat affectera aux parents une somme d'argent par élève* » pour qu'ils puissent « *l'utiliser dans un établissement public ou privé* » de leur choix (p.34) : autrement dit, l'argent public à l'école confessionnelle et patronale et une indemnisation pour les frais de scolarisation dans l'école encore, mais si peu, publique!

Ce qui est surtout très clair dans ce chapitre, c'est qu'il **n'y a plus du tout d'enseignement professionnel public**. Certes, le contact avec l'entreprise, dès la 4^{ème} (p.36), est généralisé ; certes, il est question de créer des CFA universitaires (p. 39) ; certes, il faut « *institutionnaliser des « Universités de métiers* » (décision 23 p.42). Mais, nulle part, il n'est question de conserver, de développer, de promouvoir l'Enseignement Professionnel Public.

Ce qui restera d'école sera ce qu'en feront « *les usagers* », un espace de concurrence et de déloyauté. Car qui peut prétendre que cette école, prolongeant la vie de famille, rompra avec les actuels, injustes et pernicieux dévoiements de l'orientation vers des filières amputées de la voie professionnelle ? Monsieur ATTALI, sans doute, qui nous livre un énorme pavé très formaliste et transforme des constats en propositions ... non politiques !

En son temps, MALTHUS**, étudiant la croissance démographique de l'Angleterre, versait des larmes de crocodile devant la surmortalité qui frappait les pauvres lors des disettes et des famines. Il en concluait que les pauvres devaient s'abstenir de faire des enfants. Quant aux riches, ils pouvaient en faire autant qu'il leur convenait puisqu'ils pouvaient les nourrir...

La mondialisation, dont ATTALI se fait l'un des grands prêtres, est un système économique, social, culturel, donc idéologique, et par conséquent politique. C'est aussi une des formes du malthusianisme : si, à l'échelle de la planète, la croissance économique actuelle est d'une telle ampleur, c'est parce qu'elle est liée au décollage de la Chine et de l'Union Indienne (plus d'un tiers de l'humanité), entre autres. Mais, là-bas comme ici, **elle profite plus aux riches qu'aux pauvres** : depuis un quart de siècle, la rémunération du Travail est passée de 80 % de la valeur ajoutée mondiale à 70 %, et celle du Capital de 20 à 30 %, par la grâce du chômage total et partiel, de la déréglementation du travail et de l'exploitation forcée des travailleurs !

Et il faut sans doute que cela continue et s'amplifie, puisque la commission ATTALI en matière d'enseignement et de formation initiale fait complètement l'impasse sur la voie professionnelle qui est celle dont beaucoup de jeunes et leurs familles appartenant aux catégories sociales les plus modestes attendent une insertion professionnelle et sociale, rapide et efficace : **eux, ont foi dans l'Ecole de la République dont la mondialisation ne veut plus !**

Paris, le janvier 2008

* Il est question p.34 du « respect des valeurs de la République ». Puis, plus rien...

** Son essai On population date de 1798.